

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**En grève, dans la rue,
sur les places...**

**Prenons
nos affaires
en main !**



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



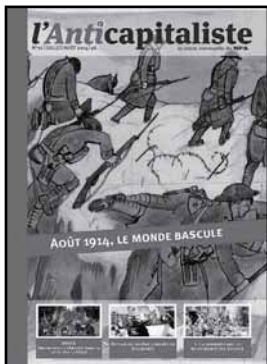
Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

LE MENSUEL



Actuellement,
profitez d'une offre promotionnelle :
Pour 10 euros :
abonnement de 3 mois à l'hebdo
+
1 numéro du mensuel en cadeau
Voir sur le site www.npa2009.org

Abonnez-vous,
abonnez vos amis !

SOMMAIRE

Edito	p.3
Mobilisation « loi travail »	p.4-6
<ul style="list-style-type: none"> • La mobilisation à Bordeaux • Nuits Debout à Bordeaux • « Tout le monde déteste le Medef... » • Qui protège les lycéens de la police ? • Dans les facs 	
Nos vies, pas leurs profits	p.7-10
<ul style="list-style-type: none"> • SNCF : éviter le pire • Charles Perrens : la mobilisation continue • Grève à Ford pour les salaires • Quatre syndicalistes de Ford convoqués au commissariat • Monnaie de Pessac : non à la flexibilité... • Comment Dassault sous-traite les baisses de charge • Réforme du collège : le projet du patronat prend forme 	
Elues NPA - Politique locale	p.11-13
<ul style="list-style-type: none"> • Budget de Cenon : l'austérité toujours de rigueur • Rousset-Royal : Crise à la région... • Le département augmente les impôts • Brèves locales 	
NPA	p.14
<ul style="list-style-type: none"> • Meeting avec Philippe Poutou... • Hommage 	
A lire, A voir	p.15-16
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Lutter au Sahara</i>, de l'APSO • <i>Pourquoi les riches...</i>, des Pinçon-Charlot • <i>Comme des lions</i>, de Françoise Davisse 	

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

En grève, dans la rue, sur les places, Prenons nos affaires en main !

« Ils ont les milliards, nous sommes des millions »... jeunes, chômeurs, précaires, travailleurs-ses, retraité-e-s, nous sommes les 99 % opposés au 1 % d'actionnaires et patrons riches qui dictent leur loi à ce gouvernement entièrement dévoué à les satisfaire. La loi travail est l'attaque de trop, celle qui libère la colère accumulée pendant des années de reculs sociaux et démocratiques, des années d'injustices. Sentiment renforcé par la récente augmentation de 65 % du PDG d'Air France, remercié pour avoir mené des plans de licenciements contre les salariés. Renforcé aussi par la répression policière particulièrement brutale : lycéens tabassés, manifestants matraqués et gazés, blindés à Mayotte, photos prouvant les liens entre casseurs et forces de l'ordre pour décrédibiliser les Nuits Debout... Une colère globale s'exprime, contre les partis de gouvernement, contre le système, radicale, profonde, qui cherche à s'organiser et à s'élargir.

La rupture avec Hollande et son gouvernement est telle que les déclarations et les actes ne peuvent « rétablir la confiance ». Les petites mesures concédées aux étudiants ? La taxation des CDD ? Elles ne suffisent pas à faire reculer la colère et se retournent contre le gouvernement, accusé de céder à la rue par le Medef qui exerce sa pression... La réponse de Valls « *regrettant cet ultimatum* » du patronat ne fait que souligner un peu plus sa servilité.

Macron lance son parti espérant se sortir de ce marasme. Plus de dix postulants des Républicains prétendent incarner le « sauveur ». Le Pen ne se fait plus entendre espérant que son heure vienne. La mobilisation fait tomber beaucoup de masques.

Et la pression contestataire s'exerce partout, comme l'a montré le congrès de la CGT, où un appel pour donner une suite à la manifestation du 28 avril a été arraché à une direction qui ne veut pas impulser la grève générale... mais ne peut pas se désengager et doit réaffirmer la volonté militante d'agir jusqu'au retrait de la loi.

Pour faire reculer le gouvernement, l'étape de la grève reconductible, tous ensemble, est une nécessité. L'idée fait son chemin et les manifestations du 28 avril et du 1er mai peuvent donner un nouveau souffle à la contestation.

Alors, certes, depuis la mobilisation massive du 31 mars, les manifestations du mois d'avril ont marqué le pas avec les congés scolaires et l'éloignement de la date suivante de mobilisation générale venant de l'intersyndicale. Mais la révolte est toujours vive et elle a trouvé le chemin des occupations et assemblées sur les places, les Nuits Debout, vues avec sympathie par des millions de salarié-e-s.

Le besoin de discuter d'une autre politique, d'élargir la contestation de la loi El Khomri à une critique des partis qui servent ce système, à une critique du capitalisme, est profond. C'est le besoin de discuter aussi de la nécessaire convergence des luttes, de la construction de la grève générale, comment prendre nos affaires en main, nous organiser pour diriger démocratiquement notre lutte... Autant de points d'appui pour débattre aussi de la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.



Phototèque Rouge/JMB

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Mobilisation «loi travail»

Contre la loi El Khomri, dans la rue et dans les entreprises !

La manifestation du 31 mars a réuni plus de 20 000 personnes à Bordeaux malgré une pluie battante, du jamais vu depuis 2010, avec des cortèges d'entreprises, des pancartes, slogans, drapeaux, de jeunes et moins jeunes, syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s mélangé-e-s.

Si la manifestation du 9 avril a été moins nombreuse, elle s'est terminée par la première et la plus nombreuse des Nuits Debout de Bordeaux, permettant de maintenir la contestation durant la période de congés. Du coup, la date du 28 avril, même éloignée, apparaît comme un second souffle pour le mouvement, traçant la perspective d'un véritable mouvement d'ensemble, d'une grève générale capable de faire céder le gouvernement.

En effet, ce mouvement contre la loi Travail aura marqué un avant et un après, quel que soit le résultat. Ce n'est pas seulement le refus de la contre-réforme du gouvernement qui s'exprime mais tout le mécontentement accumulé depuis des années contre la précarité, les bas salaires, les licenciements, mais aussi la répression des migrants, la déchéance de nationalité, toutes les discriminations et oppressions de ce gouvernement et des précédents. Depuis que le mouvement a commencé partout, dans les entreprises, les lieux d'étude, les quartiers, les discussions sur les islamistes et le FN ont cédé la place à la critique de la société, à des discussions sur l'emploi, la jeunesse, l'avenir...

Dans les entreprises, le mécontentement s'exprime, encouragé par le mouvement (Charles Perrens, EHPAD Mongolfier, Cheminots...). De même, la sympathie pour les Nuits Debout est d'autant plus grande que les ruptures avec le PS, qui fait les lois des patrons, sont profondes.

Cette contestation et cette colère se retrouvent partout et exercent une pression sur les directions syndicales qui exigent le retrait de la loi et qui ont dû modifier leur calendrier sous la pression de la jeunesse. En même temps, elles accompagnent le mouvement et craignent tout ce qui pourrait leur échapper, en particulier au niveau de la CGT. A Bordeaux, durant les manifestations de mars, l'intersyndicale cherchait à mettre sa banderole devant les jeunes à tout prix, alors que ceux-ci étaient la partie la plus dynamique du mouvement. De même le 9 avril, où la CGT n'a pas voulu suivre la manifestation jusqu'à la République.

Mais des critiques se font entendre au sein des syndicats, dans les Unions locales CGT, et même au niveau de l'Union départementale, pour une politique plus offensive, des appels à la grève clairs, sur la question de la reconductible. Cela s'est exprimé largement au congrès de la CGT lors du débat sur l'appel pour donner une suite à la manifestation du 28. Pour

beaucoup de militants, il y en a assez du « dialogue social » et du « syndicalisme rassemblé »... avec la CFDT. La question est bien de construire l'affrontement face au pouvoir et au patronat, ce qui signifie mettre en œuvre la démocratie la plus large, celle de la lutte à laquelle aspire le mouvement.

Gageons que le 28 sera une journée de grève et de manifestation, prélude à un mouvement plus profond, à un deuxième souffle de cette vague de colère qui n'est pas près de s'éteindre.

Correspondants



« Tout le monde

... Particulièrement les chômeurs, précaires, intermittents ! Dans les négociations actuelles pour une nouvelle Convention Unedic, la ligne politique du Medef est claire : réduire les durées d'indemnités et réduire le montant des allocations de tous les chômeurs (enfin, de celles et ceux qui les touchent... 6 sur 10 seulement) ! Quant aux annexes 7 et 8 qui concernent les intermittents, le Medef voudrait les faire disparaître après avoir supprimé l'annexe 4 des intérimaires en 2014. Sans rentrer dans les détails, cela veut dire des conséquences encore plus pénibles pour ces catégories (voir le site du CIPG).

Alors, ce 20 avril, comme dans les autres villes, la CIPG en plus d'occuper le TNBA, a mis en pratique le mot d'ordre « Medef, Etat, Séparation » (après celle avec l'Eglise en 1905, il serait temps) !

La cible alliant culture et Medef était vite trouvée à

Mobilisation «loi travail»

Nuit Debout à Bordeaux

Contre la loi Travail, Pour repenser la société de demain

Depuis début avril, Bordeaux a aussi sa Nuit Debout. Les Assemblées Générales et les différentes commissions du mouvement se réunissent régulièrement Place de la République. Entre 1500 (le soir de la manif du 9 avril) et 500 personnes (au maximum les autres soirs) s'y retrouvent pour discuter et même décider sur des thèmes aussi divers que la convergence des luttes, l'écologie, l'éducation populaire, la langue des signes... La parole y est très libre, et même si la méfiance envers les partis et les syndicats existe, nous y participons pleinement.

Ces assemblées populaires issues de la mobilisation contre le projet de loi du gouvernement permettent de rassembler des personnes issues d'horizons différents, salarié-e-s ou non, jeunes et moins jeunes, qui expriment leur ras-le-bol contre ce gouvernement, mais aussi contre la société en général. Les discussions expriment la rage des opprimé-e-s mais aussi les nombreuses perspectives alternatives à ce système. Depuis plusieurs années, nous faisons face à une grande résignation dans notre camp social, mais aujourd'hui Nuit Debout est le bol d'air, l'espoir et le souffle nouveau dont nous avons besoin pour libérer la parole et discuter d'un changement radical du système capitaliste.

Mais ce qui s'exprime aussi à la Nuit Debout, c'est que ces idées pour repenser le système, le collectif, l'individu ne pourront être pérennes que si nous réussissons à gagner contre la loi Travail. On ne gagnera pas, même si c'est nécessaire et



agréable, uniquement en discutant et en s'auto-organisant sur les places !

Pour cela, nous pensons qu'il faut la jonction entre les Nuits Debout et les salariés, et surtout que le monde du travail s'achemine vers une grève générale seule capable de faire plier le gouvernement. L'AG de dimanche 17 avril a voté une motion présentée par une étudiante de Bordeaux 2, destinée à toutes les Nuit Debout et qui dit : « *Au vu de l'urgence de lutter contre la Loi Travail proposée par le gouvernement vers une augmentation de la pauvreté et de la précarisation de nos vies et de notre futur qui touchent les plus fragiles d'entre nous, au vu de la nécessité de repenser notre société saturée par le chômage de masse, la misère, les inégalités grandissantes, la crise écologique, le désinvestissement de l'Etat, la suppression du service public, la diminution des libertés, la crise de la démocratie représentative, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'individualisme, au vu du succès du mouvement Nuit Debout avec 150 places occupées en France et des dizaines dans le monde, qui illustre le besoin de se rassembler, de dialoguer et de réinventer ensemble notre société, nous, membres des Nuits Debout de France, réunis en assemblée générale, appelons l'ensemble des révoltés à :*

- participer à la manifestation du 28 avril 2016 contre la Loi Travail.
- se déclarer en grève générale reconductible dans l'ensemble des secteurs à partir de cette date. »

C'est dans ce but que nous avons rejoint la commission « on bloque tout ». Nous essayons d'y faire le lien entre des UL et des entreprises, parfois en lutte comme l'hôpital Charles Perrens, et la Nuit Debout, en allant par exemple tracter ensemble sur des ronds-points de zone industrielle, pour réaliser le plus concrètement possible l'unité de tou-te-s les travailleur-se-s, chômeur-se-s, étudiant-e-s et lycéen-ne-s.

Nuit Debout sera ce que nous souhaitons en faire !

Chloé et Mónica

déteste le Medef »...

Bordeaux : à plusieurs dizaines nous avons envahi, pacifiquement mais fermement, la librairie Mollat pendant 45 minutes, bloquant les caisses, distribuant des tracts, avec des prises de paroles expliquant que « *Denis Mollat est vice président et trésorier du Medef Gironde et que comme le Medef s'attaque aux chômeurs et aux travailleurs, nous venons exprimer notre colère etc.* ».

La directrice avait un sourire commercial crispé, une patrouille de flics a juste fait un aller retour dans la librairie (allergie à la culture ?) et nous avons réussi ce que nous voulions en promettant à « *Denis Mollat, vice président du Medef, on reviendra !* ».

Ensuite départ en cortège, heureux et bruyant aux cris de « *Tout le monde déteste le Medef* » pour rejoindre Nuit debout.

Jacques Raimbault

Mobilisation «loi travail»

Qui protège les lycéens de la police ?

Une délégation d'élèves, parents et enseignants du lycée du Mirail a remis une pétition au Chef d'établissement le 18 avril. 165 signataires y dénonçaient « l'intervention policière devant l'établissement le 9 mars contre des lycéens mobilisés comme dans tout le pays contre la loi El Khomri. » (voir *Anticapitalistes!* n°63).

« Des policiers et la BAC, appelés par l'établissement, sont intervenus violemment insultant, bousculant des élèves. Certains ont été menacés avec matraques et flashballs et aspergés de près de gaz lacrymogènes alors qu'ils n'étaient plus devant l'établissement. »

Le blocage filtrant des élèves avait été décidé en assemblée générale lycéenne et pacifiquement installé.

Cette attitude des forces de l'ordre ne correspondait en rien à celle qui devrait prévaloir devant un établissement d'enseignement, lieu d'éducation, de respect de l'opinion et du bien-être de tous, envers des jeunes s'organisant démocratiquement pour défendre leur avenir menacé par cette loi. »

Le Chef d'établissement a eu du mal à contenir sa colère lorsqu'un parent lui a lu des extraits d'une de ses tribunes dans le journal du lycée sur Charlie où il défendait : « le respect, la France des droits de l'homme et de la tolérance », etc.

Et même s'il alléguait que tout se serait bien passé s'il avait pu être là au moment de l'intervention policière, il n'a pas répondu à la question d'une lycéenne : « Vous nous auriez protégés, dites-vous, mais qui nous protège de la police ? »

Correspondants

Dans les facs

À Bordeaux, les journées de mobilisation ont été réussies avec, à chaque fois, la présence de lycéens et d'étudiants qui étaient plusieurs milliers.

Malgré les manœuvres des responsables universitaires, la détermination des comités de mobilisation n'a pas été entachée et, à plusieurs reprises, ils se sont retrouvés en coordination inter-facs à l'échelle de Bordeaux, ce qui a permis de continuer à organiser des ateliers, conférences, assemblées générales et de discuter ensemble de la perspective que l'on voulait porter aux Nuits Debout : une perspective de lutte et de convergence avec les travailleurs !

Dans les facs, la mobilisation baisse et ce à l'échelle nationale : vacances, partiels et calendrier syndical en sont les principales raisons. Néanmoins, chaque weekend, la coordination nationale des étudiants se réunit pour continuer de se doter d'une politique indépendante des organisations syndicales qui puisse proposer un calendrier à la hauteur du rythme du mouvement et des revendications issues des assemblées générales.

Les comités de mobilisation investissent Nuit Debout et à Bordeaux comme dans beaucoup d'autres endroits, c'est une frange plus large des étudiants qui afflue place de la République.

Le premier weekend, les étudiants mobilisés ont tenu une table, dans le but de faire un pôle « étudiants en lutte », aujourd'hui l'heure est à la rencontre avec les travailleurs de la gare, de l'hôpital Charles Perrens ou des Ford, dont l'un d'entre eux illustre bien la situation : « Nous, ouvriers on a besoin de vous pour se bouger, ça nous rassure, ça nous met la patate, et vous vous avez besoin de nous pour faire plier le gouvernement, parce que nous, on peut faire grève ».

Etudiants et travailleurs se sont retrouvés notamment pour faire part de leur soutien aux salariés Ford qui ont été auditionnés au commissariat de Mériadeck cette semaine. Des pôles convergences de luttes se mettent en place aux heures des assemblées générales place de la République dans l'esprit de se rencontrer, de s'organiser pour imposer le rapport de force dans nos usines, dans nos boîtes, dans nos universités.

O. militante NPA et étudiante mobilisée



Nos vies, pas leurs profits

SNCF : Eviter le pire

Alors que les cheminots ont répondu présents lors des dernières mobilisations (9 et 31 mars 2016), alors que les enjeux ont rarement été aussi importants (voir *Anticapitalistes!* de mars 2016), force est de constater que la mobilisation ne se prépare pas dans les meilleures conditions.

Si les organisations CGT et SUD Rail sont d'accord sur les revendications, elles ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une stratégie commune. Pire, alors que les précédentes journées d'action « collaient » au calendrier contre la loi El Khomri, la fédération CGT avec l'appui de la CFDT et l'UNSA a décidé de se démarquer en appelant à une journée de grève le 26 avril alors que le 28 est annoncé depuis longtemps comme le prochain relais de la mobilisation contre le Code du travail. Les arguments avancés, « *c'est toujours les cheminots qui sont solidaires des autres alors que les autres secteurs n'ont pas été solidaires des cheminots l'année dernière lors de la grève contre la réforme du ferroviaire* »... oublient au passage la cohérence qu'il y a à se mobiliser sur le projet de casse du Code du travail et la casse de la réglementation SNCF. Sans parler de la convergence des luttes autrefois très présente, dans le discours tout au moins, de la CGT.

Cette position est d'autant moins compréhensible que les cheminots font le lien entre ces deux attaques, et certains mêmes sont investis dans la Nuit Debout !!!

SUD Rail, de son côté, a déposé un préavis de grève reconductible depuis le 31 mars en parfaite cohésion avec son discours, mais n'arrive pas à mobiliser (seuls six sites en France ont reconduit au-delà du 31/03).

Le fait est que les cheminots n'y comprennent plus rien et cela risque de peser sur la mobilisation ! Au moment où sont écrites ces lignes il y a deux appels à la grève, un le 26 (CGT, CFDT et UNSA) et un à partir du 28 avril (nouvelle tentative de SUD Rail soutenue par FO de partir en reconductible).

L'impact de l'appel du congrès confédéral CGT appelant à se mobiliser à partir du 28 contre la loi travail risque d'avoir un impact sur l'attitude de la fédé CGT, mais il est trop tôt encore pour le mesurer.

Pourtant, sur le terrain, les équipes CGT et SUD sont prêtes à la bagarre !!! C'est sur cette base que nous devons construire le rapport de force et ne pas compter sur la CFDT et l'UNSA qui, on le sait, nous trahiront à la moindre miette lâchée par la direction et le gouvernement.

Eviter la casse de notre réglementation et du Code du travail par la grève reconductible maintenant ! c'est la seule alternative !

Pierrot, le 21/04/16

Hôpital Charles Perrens La mobilisation continue...

Dans le contexte de mobilisations contre la loi Travail, nous continuons à construire le rapport de force sur l'hôpital contre la volonté de la Direction de nous faire travailler 13 jours de plus par an gratuitement.

Nous étions ainsi 23 % de grévistes le 31 mars et une vingtaine à la manifestation. Le lendemain, 1er avril, une AG a rassemblé plus de 100 collègues. Nous avons voté la grève les jours de mobilisation nationale, 5 et 9 avril, et une journée de grève sur l'hôpital le 7 avril pour envahir à nouveau les bureaux de la Direction qui tenait un Conseil de Surveillance, regroupant les élus et la députée PS Michèle Delaunay notamment. Le débat a été plus ouvert lors de cette AG. Une des questions était de savoir comment gérer le rythme de la mobilisation, les actions, l'articulation avec le

mouvement national, sachant que localement, nous n'avons pas d'échéances de la Direction quant à son projet de remise en cause de notre protocole 35 h, toujours inacceptable.

La Direction de son côté utilise l'UNSA, le seul syndicat ne faisant pas partie de l'intersyndicale et prêt à négocier, pour tenter de diviser les collègues.

Nous étions plus de 150 à répondre à cette tentative de division, en envahissant le Conseil de Surveillance le 7 avril. Nous y sommes restés plus d'une heure, exprimant notre détermination et nos revendications, interpellant élus et Direction qui n'avaient qu'une envie, se retrouver au calme entre eux. La palme du mépris revient sans conteste au PS et à Michèle Delaunay, qui après avoir tenté la langue de bois, s'est lâchée : « *il faut oser dire le nombre de jours de congé liés*

à votre protocole. Je sais combien de jours vous avez, dites combien, il faut oser le dire ! ». Cette provocation a provoqué la colère de tous, faisant tomber les masques de cette pseudo-négociation collective dont elle vantait les mérites.

Il est clair alors qu'il n'y aura que l'affrontement et le rapport de force pour défendre notre droit à nous reposer pour bien soigner les patients, pour bien « accueillir la folie ». C'est ce qu'il s'agit de construire collectivement et démocratiquement avec l'intersyndicale mais en beaucoup plus large, en permettant à chaque collègue de prendre sa mobilisation en main, d'en être l'acteur, de s'organiser dans un comité de mobilisation pour favoriser toutes les initiatives contre la Direction.

Correspondant NPA

Nos vies, pas leurs profits

Ford Blanquefort En grève pour les salaires

Le climat social dans l'usine prend un coup de chaud depuis quelques semaines. Alors que l'engagement sur les emplois n'est pas respecté, que l'avenir du site reste menacé, que les conditions de travail se dégradent, c'est sur les salaires que ça craque. Le baratin de la direction sur la nécessaire compétitivité, et donc encore et encore des restrictions, semble atteindre ses limites.

Pas d'argent chez Ford ? Des profits record, des ventes et des parts de marché en hausse, quelques 3,5 milliards de dollars distribués aux actionnaires en 2015, un revenu de dingue de 18 millions de dollars pour le number one de Ford, Mark Field. A côté, Tavarès (PSA) ou Ghosn (Renault) sont des petits joueurs.

Il y a donc largement de quoi mettre en colère n'importe quel salarié. C'est ce qui se passe. La direction augmente de 1 %, soit entre 16 et 20 euros pour la plupart d'entre nous. Inacceptable. Deux gros débrayages d'une heure ont marqué les deux semaines précédentes. Ensuite, les trois syndicats ouvriers ont appelé à une journée « usine morte », 24 heures de grève avec l'objectif de bien faire comprendre que l'austérité ne passe plus. Une journée réussie. Une grève majoritaire, une production largement perturbée. Les collègues, nombreux, se sont positionnés devant les entrées camions, filtrées pendant un moment.

La direction n'a pas supporté cet affront, voir « ses » salariés s'installer sous son nez, avec banderoles, drapeaux, couleurs syndicales, tables et chaises pour casse-croûte, belote, pétanque... Un ouvrier, c'est fait pour rapporter de la plus-value à son patron, pas pour revendiquer une redistribution des richesses. Et puis où va-t-on si les salariés décident de contrôler les entrées d'une usine ?

Alors énervée, elle a fait venir un huissier pour constater le blocage. Les salariés ont nié, les dirigeants en mode méchant ont vite enlevé banderoles et divers obstacles devant l'accès des camions, libérant le passage aux camions qui s'accumulaient. L'après-midi, c'est l'autre équipe de grévistes qui reviendra à la charge et à nouveau la direction interviendra pour débloquer.

Nous n'avons pas obtenu satisfaction,



Quatre syndicalistes convoqués par

Nous sommes quatre salariés à avoir été convoqués ces jours-ci au commissariat de police de Bordeaux. Quatre rassemblements de soutien ont eu lieu, réunissant d'une dizaine à une cinquantaine de camarades, de la CGT Ford, mais

aussi d'autres sections syndicales CGT, de Solidaires, AC, NPA, et même une petite manif étudiant-e-s/Nuit debout.

Cela faisait suite à deux plaintes de Ford pour deux manifestations sur le stand de la multinationale au mondial de l'auto en 2012 et 2014. « Dégradations graves en réunion » : voilà ce qui est reproché aux manifestants. C'est grotesque tant il n'y a rien, en réalité aucune dégradation. En même temps, cela montre jusqu'où peut aller la logique de répression contre le mouvement social, la volonté du gouvernement et du patronat de faire taire la contestation.

C'est donc près de quatre ans après que nous avons été convoqués. Visiblement, la police n'avait pas jugé bon de donner suite à des plaintes sans fondement. C'est le parquet (procureur de Paris) qui en a décidé autrement, certainement en lien avec le zèle du pouvoir actuel à s'occuper des équipes militantes un peu trop actives. Exemples avec les salariés de Goodyear qui ont pris 6 mois de prison ferme (c'est en appel) pour « séquestration » de dirigeants ou encore avec les salariés d'Air France qui doivent passer au tribunal pour avoir secoué là aussi des dirigeants. Les attaques contre des militants syndicaux ou tout simplement du mouvement social se



Nos vies, pas leurs profits

pas encore, mais quoiqu'il arrive, nous avons vécu un bon moment de dignité, de fierté collective, un peu comme une revanche sur tous ces mois passés à subir les comportements méprisants et parfois agressifs des dirigeants et des chefs. Une expérience vivante de la lutte collective et de la solidarité. Un encouragement pour toutes les batailles à suivre, sur les conditions de travail comme sur l'emploi.

Philippe



photo CGT Ford

la police

multiplient ces derniers temps.

Pour nous, la situation paraît moins grave car les dégradations supposées sont minimales. Mais quand même. Rendez-vous compte, le stand Ford avait été envahi, occupé pendant une heure et redécoré à coup d'autocollants et de confettis ! Ford déplore un capot de voiture légèrement enfoncé et quelques babioles sans aucune preuve à part un constat d'huissier. Le souci est que la facture de réparation date de 6 mois plus tard.

Ce qui est clair par contre, c'est la volonté patronale et celle du pouvoir de s'en prendre à des militants pour stopper la mobilisation. Déjà, nous avons passé au total 12 h en audition pour répondre aux questions, aux suspicions diverses, à la volonté supposée de violence, à la préméditation de dégradation, à la recherche d'un meneur... Le procureur peut ne pas donner suite comme il peut décider d'un procès en correctionnelle. A suivre donc de très près.

Philippe Poutou

Monnaie de Pessac

Flexibilité, 3x8, heures supplémentaires c'est non !

Décidément, le PDG de la Monnaie y tient à son prétendu accord sur les 3x8. Après des mois de pression, il est parvenu à obtenir la signature de l'UGICT-CGT (regroupant les cadres et agents de maîtrise) et de FO, contre l'avis de leurs syndiqués sur l'usine de Pessac ! Pour la première fois à la Monnaie, un « accord » est signé seulement par des représentants syndicaux de l'établissement de Paris... alors qu'il concerne la flexibilité sur trois ateliers de production à Pessac.

Voilà une belle illustration de la loi Travail et de tout le baratin que l'on nous sert sur le « dialogue social » destiné à laisser « les partenaires sociaux » négocier ces fameux « accords d'entreprise »... Il n'y a aucun accord, si ce n'est le chantage patronal permanent auquel il s'agit de nous opposer ! Les syndicats signataires ont dit que c'était un « bon accord », mais aucun n'a envisagé la dégradation de la vie des salariés avec les 3x8, les heures supplémentaires ou le travail du samedi. En fait, la seule raison de leur signature, c'est la menace du PDG de dénoncer l'accord sur le temps de travail comprenant les congés et les RTT de l'ensemble du personnel de la Monnaie.

Face à cette situation, après plusieurs AG et votes, la CGT avait décidé le mois dernier de s'opposer à l'accord puisqu'elle dépasse les 50 % de représentativité sur l'entreprise. Tout le monde a d'ailleurs bien remarqué que cette disposition est aussi dans le viseur de loi Travail, puisque le gouvernement veut remplacer le droit

d'opposition par un referendum où tout le monde voterait, cadres compris et même tous établissements confondus.

Du coup, le PDG a fait une dernière manœuvre, en reportant à un mois la notification de la signature de l'accord pour « *se donner du temps* »... A lui surtout, pour tenter d'augmenter la pression sur les salariés.

A Paris, il a réuni les personnels pour réaffirmer la menace de dénonciation des accords sur le temps de travail et à Pessac, il a réuni les chefs pour leur faire la « *piqûre, le rappel, le BCG...* » comme commentaient certains ! Son discours est clair, « *l'entreprise n'est pas la démocratie* » en s'en prenant à l'UGICT-CGT de Pessac qui a pris position contre la négociation de cet « accord ».

Mais les menaces et les tentatives d'intimidation ont eu le résultat inverse. Au final, devant tout ce joli monde qui s'affole, les collègues pensent que nous avons raison de garder notre position et qu'il y en a assez du mépris, du « management » zélé, etc. La CGT a organisé des AG avec des représentants des deux établissements sur Pessac et Paris et au final, la politique de la direction a réussi à fédérer les collègues. A Paris en particulier, les collègues exprimaient largement l'idée que de toute façon, la direction veut s'attaquer au temps de travail, aux effectifs et imposer la flexibilité... alors résistons au chantage et défendons-nous unis !

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Labinal Services

Comment Dassault sous-traite sa baisse de commande...

Les salariés de la sous-traitance, en CDI et en intérim, sont une nouvelle fois touchés par la baisse de charges annoncée chez Dassault Aviation (voir *Anticapitalistes* n°62). Fin janvier, on apprenait que Dassault souhaitait « zéro sous-traitant » sur le site de Mérignac pour équilibrer « charges et capacité » comme ils disent.

Déjà en avril 2009, Dassault avait annoncé le « zéro sous traitant ». Labinal services ouvrait un PSE qui avait été finalement suspendu grâce à la mobilisation des salariés des boîtes sous traitantes (Labinal, 3A) et de Dassault, et par une action juridique. Cela n'a pas pu empêcher le licenciement de 9 collègues (4 étaient proches de la retraite) pour « cause réelle et sérieuse », avec contestation du motif et transaction monétaire à la clé en novembre 2009.

2016 : scénario un peu différent. Pas de PSE et on ne va pas le regretter. Aujourd'hui, il y a du boulot sur Toulouse, chez Airbus (un autre client de Labinal services), à tel point que nos patrons ont du mal à recruter localement et donc usent de la clause de déplacement de nos contrats pour faire partir les collègues bordelais qui perdent leur boulot chez Dassault. Le hic, c'est que ces déplacements risquent de durer un an. Et l'inquiétude se profile : une fois dispersés, si le boulot ne reprend pas sur Dassault, beaucoup de collègues pensent que la boîte ne va pas les payer ad aeternam avec les primes actuelles quand on est en déplacement et imposera à ceux qui ont la clause de mobilité une mutation sur Toulouse. Eh oui ! Nous découvrons que tous les contrats signés après 2009 ont en plus de la clause de déplacement, une clause de mobilité. Les patrons pensent vraiment à tout ! Déjà pour quelques administratifs et cadres, ces prochaines mutations, bien qu'informelles encore, sont dans le tube ! Quelques collègues qui auraient encore trois ans à travailler avant la retraite mais qui ne supportent plus l'ambiance, le boulot et le traitement des carrières au rabais, proposent qu'on leur fasse des ruptures conventionnelles. D'autres essaient de postuler dans le groupe Safran, puisqu'on en fait partie, mais sans que rien ne soit gagné. Le chef d'agence locale essaie de récupérer du travail auprès d'autres établissements Labinal comme celui de Vichy...

La vision qui nous est donnée par Dassault jusqu'aux vacances d'été est très floue : on serait à peu près 25 à 30 CDI à bosser pour eux (sur 75 CDI et près de 50 intérimaires en janvier).

Alors que faire dans cette situation où notre dispersion s'organise ? Les élus CGT ont proposé à la direction la mise en place d'une commission élus/direction pour avoir une vision

collective de chaque collègue bordelais. Mais nous avons évidemment conscience que nos patrons essaieront de faire de nous des « accompagnants » de leur politique. Pas simple !

Autre aspect à organiser : demander des comptes à Dassault, prendre position pour « sauver les emplois », dire et agir avec les camarades CGT de Dassault et de 3A, construire un certain rapport de forces en notre faveur.

Il est difficile à cette heure d'imaginer comment le construire. Mais à l'heure des Nuits Debout, on peut se laisser aller à rêver à un « Jour Révolte » puisqu'on est déjà debout dans nos boîtes !

Correspondante NPA

Réforme du collège Le projet éducatif du

La phase de préparation pour la mise en place de la réforme des collèges à la rentrée est ouverte depuis janvier. Sur l'académie de Bordeaux comme ailleurs, les profs ont pour la plupart subi au moins quatre journées de formation avec leurs inspecteurs ou des formateurs. Ils ont pu voir à l'œuvre les tentatives d'intimidation et de caporalisation menées tambour battant.



Certaines formations ont été particulièrement crispées, comme à Floirac où l'inspecteur a interrompu un collègue faisant une déclaration opposée à la réforme rédigée par un collectif de profs, ou encore à Blanquefort où le même inspecteur a conclu gravement en rappelant le devoir de tout fonctionnaire de rendre des comptes à son administration. Dans tous les cas, ces journées ont été plombantes. L'enjeu est capital pour

Budget de Cenon

L'austérité toujours de rigueur

Le débat d'orientation budgétaire depuis le vote du budget se sont déroulés en mars dans le contexte de l'offensive du gouvernement contre le code du travail avec la loi El Khomri, des restrictions budgétaires imposées par l'Etat aux communes, et de l'état d'urgence, l'arme avec laquelle le gouvernement s'en prend à nos libertés pour imposer sa politique de régression sociale, faire taire la contestation et la révolte.

Pour les communes, l'austérité est toujours à l'ordre du jour, avec la baisse

drastique des dotations d'Etat comme contribution des communes à la réduction du déficit public. Cette année encore, c'est 3,67 milliards (-7 %) de manque à gagner. De 2013 à 2017, 12,5 milliards d'euros auront été pris aux communes, 1,9 million pour Cenon. Les communes sont ainsi contraintes de revoir à la baisse leurs investissements, mais aussi les subventions aux associations qui assurent en grande partie le lien social et la solidarité dans les quartiers.

« *Le budget se maintient* », s'est réjoui le

maire. Certes, mais seulement grâce à la DSU (dotation de solidarité urbaine), dont bénéficient les communes les plus pauvres, dont Cenon. Mais pour combien de temps si le gouvernement donne un coup d'accélérateur aux mesures d'austérité ?

L'austérité a une autre conséquence : l'augmentation des impôts. La commune est maintenant installée dans une politique d'augmentation annuelle qui pèse lourdement sur la population modeste imposable des quartiers.

Faisant fi du bilan calamiteux de Hollande sur la question du chômage, le maire a justifié son entier soutien au gouvernement en parlant d'une reprise de l'emploi due à la « *montée en puissance des réformes entreprises, le CICE, le pacte de responsabilité et de solidarité...* », se gardant bien de faire référence aux milliards versés aux entreprises à fonds perdus sans créer le moindre emploi, gigantesque transfert de fonds publics qui s'opère depuis des années vers les entreprises et les profits privés, au détriment de la collectivité.

Face à un PC qui a fait une très brève déclaration dénonçant le pacte de responsabilité et le CICE, le maire a réaffirmé son soutien plein et entier à la politique du gouvernement, soutenu par la représentante des Verts, invitant les élu-es à intégrer la fin de la croissance et la nécessité de vivre avec moins !

J'ai dénoncé ce contexte d'austérité et affirmé qu'une autre politique est possible : l'interdiction des licenciements et l'arrêt des cadeaux aux grandes entreprises pour que les milliards dégagés servent à l'embauche massive d'emplois publics statutaires, l'annulation de la dette... et une politique de rupture radicale avec les politiques libérales et d'austérité, avec la logique du capitalisme, pour sortir de la crise.

patronat prend forme

la hiérarchie. Il faut immerger les collègues dans la novlangue pour leur faire accepter le changement prévu. Mais du coup, c'est aussi pour eux l'occasion de mieux comprendre le projet global, sa boussole.

Derrière la volonté de mise au pas d'un corps encore protégé par un statut se profile un projet éducatif façonné pour répondre aux impératifs de compétitivité dictés par le capital mondialisé.

Les contenus des programmes sont « adossés » aux « compétences-clés ». La finalité n'est plus d'apprendre des choses mais « d'apprendre à apprendre » pour s'adapter aux évolutions de la vie économique et sociale. Les enseignants doivent devenir accompagnateurs-animateurs dans la relation de l'apprenant à ses apprentissages. Car dans le monde fantasmé des représentants du capital, tout part de l'individu, véritable entrepreneur de lui-même, mobilisant toute sa vie durant des ressources pour remplir son portefeuille de compétences. L'école est le lieu où pourront s'acquérir un socle commun (de compétences-clés), où sera décidé si tel élève est apte ou non à l'employabilité. Et si toutes les compétences du socle ne sont pas acquises, pas de panique, l'entreprise y pourvoira. C'est sans doute ce que Macron appelle « *l'émancipation par le travail* » (JT de France 2, 10 avril 2016).

Selon leur hiérarchie, les enseignants doivent comprendre qu'il n'est plus vraiment question pour eux de donner accès au savoir, malgré (et pour combattre) les inégalités sociales. Le savoir doit être subordonné aux compétences. S'il n'est pas utilisable dans le contexte économique de la compétition mondiale, pour produire de la ressource humaine, il ne sert à rien. Beau projet réactionnaire... à démolir, en le reliant aux attaques contre le code du travail, par la convergence des luttes, dans les manif et les grèves contre la loi-travail, dans les Nuits Debout, partout où s'expriment les résistances contre la loi du profit.

Patrick

Christine Héraud, élue NPA à Cenon

Rousset-Royal...

Crise autour du budget régional

Mercredi 13 avril, le Conseil régional a tenu son débat d'orientation budgétaire (débat préparatoire sans vote) qui a fait éclater au grand jour la crise financière liée à la gestion de l'ancienne région Poitou-Charentes, et le conflit opposant Alain Rousset à Ségolène Royal, ancienne présidente de cette région de 2004 à 2014.

Après la fusion des trois régions Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes, au 1er janvier 2016, Rousset a commandité un audit sur les finances de Poitou-Charentes, ne voulant pas assumer une situation critique.

Le bilan est en effet lourd : 132 millions de factures impayées auprès de certains fournisseurs ; épargne presque nulle ; sous-budgétisation de certaines dépenses pour les « faire passer » dans le budget ; cavalerie consistant à payer les dépenses d'une année avec le budget de l'année suivante ; désendettement qui s'étalerait sur près de vingt ans (contre huit à dix en moyenne pour les autres régions) ; dette s'élevant à près de 450 millions d'euros, dont près de 200 millions avec des emprunts à taux variables, dont 50 millions considérés comme « à très haut risque », pouvant devenir des emprunts toxiques.

Rousset s'est malgré tout félicité : « *c'est de mon côté qu'est venue la lumière* » ! Il s'est voulu rassurant en disant que les finances de la grande région sont saines et pourront régler ces problèmes. Il a joué la fermeté en disant qu'il sera celui qui saura « *trancher dans le vif* ». Une de ses premières décisions a été ainsi de supprimer le festival des « Nuits romanes » en Poitou-Charentes ainsi qu'un fonds régional d'aide aux petites communes qui avait été mis en place pour compenser les baisses de dotation de l'Etat.

Sa fermeté était beaucoup moins évidente à l'encontre du successeur PS de Ségolène Royal depuis 2014, Rousset déclarant « *je suis convaincu que Jean-François Macaire et les élus n'avaient pas*



les informations nécessaires, même si cela peut vous sembler bizarre »... une façon de se dédouaner de l'avoir d'abord choisi comme vice-président aux finances, avant qu'il ne démissionne suite à l'audit.

L'écho médiatique de cette situation a obligé Royal à prendre position, jouant les victimes d'« *une opération de dénigrement, de démolition, de harcèlement* »... elle a aussitôt menacé de porter plainte en diffamation et exercé des pressions juridiques sur certains élus régionaux.

Le conflit personnel entre Rousset et Royal est paraît-il une vieille histoire... chacun semble surtout préoccupé de sauver son image. Et quand Royal déclare qu'elle trouve « *hallucinant qu'un président de région socialiste se comporte ainsi à l'égard d'une ministre* »... elle souligne surtout la crise au sein du PS, entre un gouvernement totalement déconsidéré et des notables locaux qui essaient de s'en démarquer... tout en menant la même politique.

François Mimvielle

A bas l'état policier !

Le 4 avril, Cazeneuve est venu assister à Bordeaux à des manoeuvres policières simulant une réaction en cas d'attaque terroriste.

ON BAISSÉ PAS LES BRAS!



Un scénario du même type a été rejoué deux semaines plus tard à Paris, au moment où Cazeneuve annonçait son nouveau plan : doré-

navant, toutes les unités de police devront agir ensemble avec une direction coordonnée ! Quelle audace !

Avec cette réorganisation, c'est aussi un renforcement des forces de répression qui se met en place : armement plus lourd, commandes massives de munitions pour les flash-ball (une association a évalué qu'ils auront de quoi tirer près de 400 fois par jour pendant toute l'année !), et une loi rendant plus facile l'emploi des armes par la police.

Autant de mesures passées sous couvert d'état d'urgence et de lutte contre le terrorisme qui font reculer nos libertés et qui encouragent le sentiment d'impunité des flics quand ils matraquent et gazent les manifestants à Paris, Nantes ou Rennes, et utilisent des blindés à Mayotte.

Le Département augmente les impôts... pour compenser la baisse des dotations d'Etat

Le 14 avril, le Conseil départemental a voté pour le budget 2016 une augmentation de 9 % de la part départementale de la taxe sur le foncier bâti, cette augmentation s'ajoutant à la revalorisation de 1% des bases du foncier, décidée nationalement par la loi de finances.

Cette taxe est la première ressource du département (environ 325 millions d'euros sur un budget de 1,6 milliard) et elle concerne 58 % des habitants, ceux qui sont propriétaires. Nul doute que les plus gros d'entre eux, ceux qui louent des logements, la répercuteront sur leurs locataires à la prochaine révision des loyers.

Les Conseils départementaux ont le droit de fixer le taux de cette taxe qui se partage avec les communes et les intercommunalités. En Gironde, la taxe moyenne est de 1016 euros, dont 620 pour les communes, 12 pour les intercommunalités, et 384 pour le département. Cette dernière part passerait donc en moyenne à 423 € (+4 € de revalorisation des bases ; +35 € d'augmentation de la taxe).

Le président du département, Jean-Luc Gleyze (PS), justifie cette augmentation en expliquant qu'elle est indispensable pour compenser la baisse des dotations d'Etat au département. L'Etat diminuera de près de 26 millions son versement à la Gironde cette année (sur 217 millions) et l'augmentation votée devrait rapporter 27 millions.

Mais ce sont bien les partis de gouvernement, dont le sien, qui ont fixé comme priorité le remboursement de la dette de l'Etat auprès des groupes financiers, ce qui se traduit par la baisse des dotations aux collectivités locales.

Ils sont aussi responsables des difficultés des départements, dont certains sont à la limite de la faillite, en « déléguant » aux départements le financement de la « solidarité », les aides sociales censées atténuer les dégâts de la pauvreté engendrée par le capitalisme. Pour la Gironde, cette partie du budget ne cesse d'augmenter : 225 millions pour le RSA (+7,4 % en un an), 137 millions pour l'APA destinées aux personnes âgées, 79 millions pour les aides aux personnes handicapées, 190 millions pour la protection de l'enfance et de la famille. Autant d'aides devenues indispensables pour la survie de centaines de milliers de personnes, et qui révèlent à quel point ce système marche sur la tête.

Le président du département peut jouer l'image du bon gestionnaire, qui diminue les dépenses générales de son administration et qui limite la masse salariale comme tout bon libéral, pour maintenir les investissements et l'aide sociale... il n'en reste pas moins comptable à son niveau de cette politique catastrophique.

F.M.

LGV Bordeaux-Paris : les financiers ont gagné

Un conflit oppose la SNCF et LISEA (consortium financier concessionnaire de la LGV) concernant le nombre quotidien de TGV qui feront l'aller-retour Bordeaux-Paris. La SNCF, dont le profit dépend du remplissage des trains, prétend que ce ne sera pas rentable au-dessus de 13 trajets directs. LISEA, qui prélèvera un péage sur chaque trajet, veut que leur nombre soit le plus élevé possible. Pour les deux, c'est le profit qui compte et pas les besoins de la population.

La décision a été prise le 11 avril, et il y aura une moyenne de 18,5 aller-retour directs quotidiens, et 33,5 au total (avec des arrêts à Libourne, Angoulême, etc.) à partir de juillet 2017.

LISEA a donc obtenu gain de cause, avec le soutien de Rousset et de Juppé qui se sont félicités du rayonnement dont bénéficiera Bordeaux... Nul doute qu'ils seront aux premières loges pour dénoncer la mauvaise gestion de la SNCF si celle-ci annonce des déficits.

Internet en Gironde... Haut débit d'argent public

Les contrats internet « très haut débit » sont un moyen pour les opérateurs de vendre de nouveaux abonnements plus chers, mais ils nécessitent de lourds investissements pour renouveler les réseaux. En Gironde, leur seul engagement est d'équiper la Métropole bordelaise et Libourne, seules zones qu'ils estiment rentables.

Heureusement, le département est là... « *il ne faut pas que la vitesse soit l'apanage des villes* » dit Jean-Luc Gleyze. Ce sont donc 650 millions d'euros d'argent public (sur 10 ans) qui vont être dépensés pour financer ces équipements.

Tant mieux pour les 410 000 foyers concernés (dont près de 15 000 qui étaient encore au bas débit), mais cet argent de la collectivité servira entièrement aux profits des opérateurs privés, au lieu d'être utilisé pour un véritable service public des communications sous contrôle de la population, comme il faudrait que soient aussi les distributions de l'eau, de l'électricité, du gaz, les transports, le logement...

7 avril à Bordeaux

Réunion publique avec Philippe Poutou, des jeunes et des salariés en lutte

Nous avons décidé de faire une réunion publique durant le mouvement, même si cela devait être préparé assez rapidement. Les camarades des différents comités ont largement diffusé durant les manifs, aux points fixes du NPA, diffusé sur les réseaux, mais aussi sur les marchés et devant des boîtes. Au final, nous étions une bonne centaine, jeunes et moins jeunes, dans le grand amphithéâtre municipal. Dans le contexte actuel, cela faisait du bien de se retrouver et d'échanger sur cette période nouvelle et plus riche en perspectives.

Tant dans les interventions de Vincent, infirmier à l'hôpital psychiatrique Charles Perrens en lutte, d'Océane du comité jeunes et du comité de mobilisation de Bordeaux 2, que de Philippe et de la salle, il y avait la révolte et la fierté d'avoir relevé la tête après ces années de coups non rendus, de démolition, de montée des idées réac et xénophobes.

Différentes interventions sont revenues sur le fait que le mouvement El Khomri encourage à intervenir collectivement, à faire de la politique partout où on est, dans son usine, dans son quartier, aux Nuits Debout, alors que la gauche gouvernementale nous attaque directement au service des patrons (et de leurs paradis fiscaux), et que le Front de Gauche est en pleine crise...

Les jeunes, dont des membres des comités de mobilisation

des facs, étaient bien présents dans la salle. Plusieurs interventions ont insisté sur la nécessité de nous déployer en défendant l'intégralité de notre programme, en appelant à construire ensemble le parti dont a parlé Philippe, l'outil indispensable à nos luttes et à l'inévitable affrontement avec le pouvoir, le NPA que Philippe représentera à la prochaine présidentielle.

Un débat riche, dans lequel sont intervenus de nouveaux camarades dont certains ont laissé leur contact, avant-goût des prochaines manifs et d'un premier mai festif et militant que nous préparons déjà !

Mónica Casanova

Vous trouverez des vidéos du meeting sur le site du NPA 33 : www.npa33.org



Homage

Deux militant-e-s, deux ami-e-s proches nous ont quittés ces derniers jours, victimes de deux accidents tragiques. Compagnons de lutte, nos routes se sont croisées, nous partagions une même révolte. Nous tenons à leur rendre hommage.

Pascal Miqueu était ouvrier à la Scaso à Cestas et militant CGT. Il est mort au travail jeudi 14 avril, écrasé par une remorque. Une enquête est en cours mais la colère de ses camarades d'usine est grande. Nous nous sommes souvent retrouvés ensemble avec Pascal, que ce soit lors des bagarres aux entrepôts, ou lors de mouvements plus larges, devant la Scaso ou en manifestations pour défendre les intérêts du monde du travail, combattre les reculs, faire respecter nos droits.

Angélique Pradier était aide-soignante à la Clinique Saint-Martin à Pessac. Elle a perdu la vie avec ses deux enfants de 6 et 9 ans, victimes d'un terrible accident de voiture lundi 18 avril. Angélique animait la section SUD santé sociaux de la clinique depuis sa construction il y a un an et demi. Généreuse et profondément révoltée par les injustices, elle ne comptait pas son énergie pour les combattre, son dynamisme était contagieux. Elle était bien sûr de la mobilisation contre la loi travail et se battait depuis des semaines aux côtés des collègues de la maternité contre sa fermeture, pour essayer de faire en sorte que personne ne se retrouve au chômage.

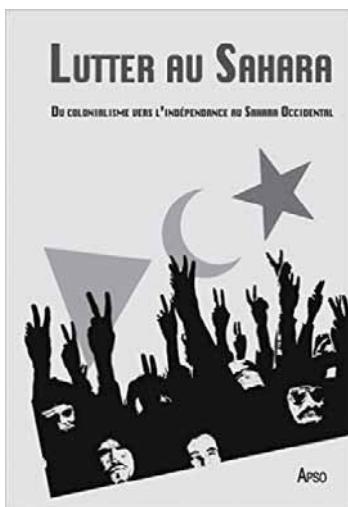
Nous partageons la grande peine et la révolte des proches de Pascal et d'Angélique. Le combat qu'ils menaient, notre combat, continue.

Isabelle Ufferte

Lutter au Sahara par l'association APSO (15 euros)

Cet ouvrage de l'Association des amis du peuple Sahraoui, en vente à la soirée Utopia (ce vendredi 29 avril à 20h 30), fait le point en 2014 de la situation qu'évoqueront nos camarades réfugiés sahraouis et le film de Denis Véricel, « *L'autre côté du mur* » (2011).

Le Sahara Occidental est la « dernière colonie d'Afrique », coupé en deux par le plus long des murs de mines antipersonnel au monde, construit par le Maroc pour empêcher les indépendantistes de toucher aux phosphates et autres richesses côtières. D'un côté du mur, c'est une population et un territoire violemment occupé et pillé par le Maroc, avec la



complicité de l'UE, surtout de la France et de l'Espagne. Et de l'autre, une République Arabe Sahraouie Démocratique non reconnue par la plupart des Etats. La moitié de la population est dans des camps de réfugiés dans le désert d'Algérie, vivant seulement de l'aide humanitaire, où 93 % des enfants ont un régime alimentaire inacceptable. Ils ne mangent presque jamais de poisson, distribué par une ONG une fois par mois environ et « made in China », alors que leurs côtes en regorgent !

Des spécialistes ou militants expliquent le conflit, ses origines avec la colonisation par les Espagnols, l'invasion par le Maroc puis la guerre avec le Front Polisario qui s'est terminée par une promesse de référendum d'auto-détermination en vue de l'indépendance sous l'égide de l'ONU en 1991, promesse jamais tenue. Car les grandes puissances, l'ONU et l'Union européenne, malgré leurs discours sur les Droits de l'homme, ne lâchent pas leur allié marocain, facteur de stabilité et de juteux profits dans la région.

C'est ce qui a fait des Sahraouis, selon Noam Chomsky, les « précurseurs du Printemps arabe ». En effet, le campement de protestation de Gdeym Izik, aux alentours de la capitale El Aaiun, vivement réprimé, dénonçait à la fois la misère et l'oppression par le Maroc : c'était en octobre 2010...

Mónica

Pourquoi les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ? de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon (8,5 euros)

Ce petit livre illustré adressé aux plus jeunes se veut être « *mon premier manuel de pensée critique* ». Mais vous, les grands, ne vous en privez pas ! Il explique, et ça fait du bien de le lire, que la pauvreté et les inégalités n'ont rien de naturel. Que « *sans les travailleurs, il n'y aurait pas de création de richesse et donc... pas de riches !* ». Que le seul moteur des riches est... leur enrichissement envers et contre tout. Que le personnel politique est à leur service.

Les deux sociologues contrecarrent de façon militante la pensée dominante qui prétend que ce serait grâce aux riches que nous vivons.

Les 80 milliards d'euros que les riches ne paient pas en impôts prennent toute leur signification par la mise en lumière du vol de la collectivité par les « Panama papers ».

C'est un bon manuel lutte de classes du côté de notre classe, anticapitaliste, pour comprendre et agir contre « *ce monde injuste. C'est à toi qu'il appartiendra un jour de le changer pour le rendre meilleur* ».

Sandrine A.



Comme des lions de Françoise Davisse

Ce film documentaire raconte deux années de mobilisation et quatre mois de grève de plusieurs centaines de salarié(e)s contre la fermeture de l'usine PSA Aulnay, une entreprise de 3000 travailleurs de 40 nationalités, faisant partie de la multinationale Peugeot largement bénéficiaire et de plus aidée par l'Etat.

L'unique raison de la fermeture en avril 2014 était la recherche d'encore plus de rentabilité, une histoire sans fin pour ces capitalistes prédateurs comme le montrent les 17 000 nouveaux licenciements dans ce groupe depuis la fermeture d'Aulnay !

Françoise Davisse, la réalisatrice, habite St Denis, connaît le secrétaire CGT de l'usine et voulait « montrer une vraie lutte de l'intérieur... ».

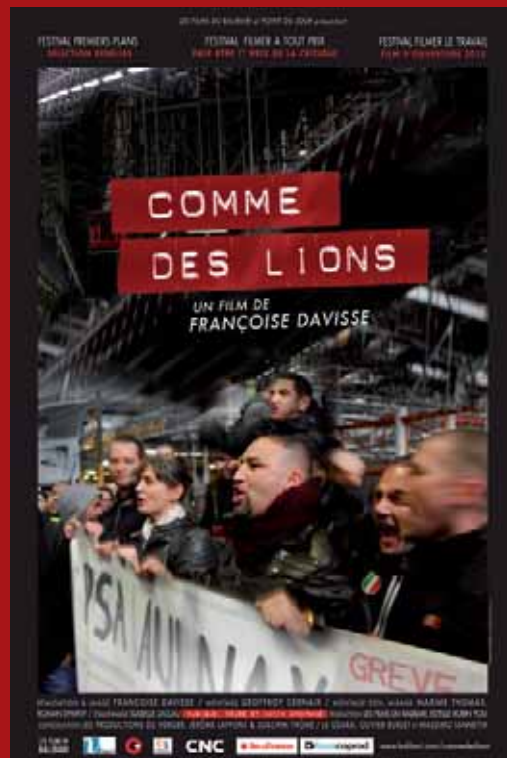
L'influence politique des militants de Lutte Ouvrière dans ce syndicat CGT est pour beaucoup dans la mise en place d'un « Comité de grève » pour un mouvement où tout est discuté, décidé, dirigé par l'ensemble des grévistes en assemblées générales.

C'est tout cela que nous fait partager ce film et qui le rend si prenant et intéressant. Les discussions pour convaincre

les non grévistes, les assemblées générales, les mobilisations et actions en dehors de l'usine... On y voit Hollande en campagne présidentielle leur faire des promesses électorales et Montebourg faire du Montebourg ! Et il y a les manœuvres de Peugeot qui installe un « cordon » de cadres venus de tout le groupe pour faire un sale boulot de pression sur les grévistes et surtout, en fait, sur les non grévistes. Nous assistons à la paye des grévistes par eux-mêmes grâce aux collectes, à la solidarité... Il y a des hauts et des bas, de la tension, de la fatigue, des rigolades, de la solidarité. Et surtout cette force, cette fierté de celles et ceux qui luttent !

Si l'usine a fermé, ils ont tout de même gagné en faisant payer le plus cher possible Peugeot qui aura tout de même dû sortir 10 millions d'euros de plus en indemnités.

Comme celui de Ruffin Merci patron, ce film sort en pleine mobilisation contre la loi travail. Il est projeté sur les places de Nuit debout, comme il l'a été dans l'université occupée de Tolbiac ou celle de Broca ici. Le samedi 2 avril, c'était à



l'Utopia Bordeaux en présence de la réalisatrice, de Jean-Pierre Mercier de la CGT PSA et notre camarade Philippe Poutou, pour la CGT Ford.

Un film à voir et à discuter dans cette période où se pose concrètement la question d'organiser et propager la lutte en cours pour se donner les moyens de gagner !

J.R.

**Passez le 1^{er} mai
avec le NPA33 !**

**MANIF 10h République
Bordeaux**

**REPAS FRATERNEL
après la manif, à Cenon**

**L'AUTRE CÔTÉ DU MUR
LES INDIGNÉS DU SAHARA
OCCIDENTAL**

**Vendredi 29 avril à 20h30
Soirée-débat à l'Utopia**

Organisée et animée
par le **NPA33, APSO**
(Association des Amis du
Sahara Occidental) et
Survie Gironde.